

“L’euro a évité des catastrophes sociales”

● Pour Michel Camdessus, on ne peut pas parler en zone euro de politiques d'austérité mais bien de politiques de rigueur.

● Les redressements budgétaires douloureux ont été rendus inévitables par les errements du passé.

● Il estime encore que la Grèce, bien menée par son prochain gouvernement, sera aidée par ses partenaires.

Le témoignage d'un grand argentier sur l'avenir de l'Union européenne

Entretien Isabelle de Laminne

Michel Camdessus, ancien directeur général du Fonds monétaire international de 1987 à 2000 et gouverneur honoraire de la Banque de France, était vendredi l'orateur du déjeuner de rentrée de la Société royale d'économie politique de Belgique. L'occasion de rencontrer ce grand argentier qui, retiré du monde économique, livre aujourd'hui un témoignage sur ses années de carrière au FMI dans son recueil “La scène de ce drame est le monde”, paru aux éditions Les Arènes.

Vous dites que toute crise porte déjà en elle les germes de la suivante. Vous entrevoyez donc l'avenir avec pessimisme ou fatalisme ?

C'est ce qui ressort effectivement de ce livre qui relate mon expérience au FMI. Cette expérience des crises multiples qui ont marqué la fin du siècle dernier et le début de ce siècle montre que, malheureusement, il y a un lien entre la réforme et la crise. Les peuples sont ainsi faits, il leur faut des crises pour sortir du déni de leurs problèmes et pour se réformer. Pendant la crise, ils réforment. On a vu ça pendant la période qui a suivi la crise de 2007-2008. Mais, dès que la crise commence à s'atténuer, les efforts de réforme diminuent aussi. Dès que la crise s'éloigne, le rêve est, majoritairement, de revenir au “business as usual”, de revenir aux verts pâturages du passé. C'est très grave car les éléments les plus tenaces qui sont à l'origine de la crise n'ont, de ce fait, pas été éradiqués. Par conséquent, le risque est toujours là. Mais cela ne m'empêche pas de garder espoir car, dans la crise, les institutions peuvent se renforcer; cela a été le cas pour l'Europe. Les comportements aussi peuvent se modifier et l'opinion publique peut retenir quelques leçons, mais ne soyons pas trop optimistes !

Quel regard portez-vous sur les politiques d'austérité appliquées en Europe? Le sauve-

tage de l'euro a-t-il eu un prix social?

Gardons-nous de trop qualifier toutes ces politiques de “politiques d'austérité”. Il y a eu des politiques d'austérité mais pas dans tous les pays d'Europe. En France, on peut parler de politiques un peu plus rigoureuses, mais pas d'austérité. Quand les pays gardent des déficits budgétaires très au-dessus des normes communautaires, quand ils ne cessent de s'endetter dans des proportions dangereuses pour les générations à venir, on ne peut pas parler de politiques d'austérité. Ce sont encore, hélas, des politiques de facilité. En dénonçant de prétendues “politiques d'austérité”, on vient à reprocher au médecin la thérapie rendue inévitable par les errements du passé. Ce que l'on devrait reprocher plutôt, c'est le mauvais comportement du malade alors qu'il était en bonne santé. On finit par déplorer le traitement nécessaire pour traiter le mal en profondeur. Dire cela ne veut pas dire que je n'ai pas de compassion pour les pays qui ont dû subir de tels traitements. Les pays comme la Grèce, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, l'Irlande ont été confrontés aux conséquences sociales très rudes des politiques d'ajustement incontrôlables, sans disposer de moyens ou de soutien extérieur suffisant pour en atténuer les conséquences sociales. La responsabilité ultime de ceci réside non pas dans les institutions financières mais dans le pays lui-même et chez ceux qui l'ont gouverné trop longtemps de manière souvent très irresponsable. La remise en ordre de ces économies a été hélas douloureuse en raison de la profondeur des désordres accumulés, mais ce n'est pas le sauvetage de l'euro qui a eu un prix social. Je dirais même que l'existence de l'euro a évité des catastrophes sociales.

Quand on voit la situation politique en Grèce, faut-il craindre une réplique de la

dette ou le contexte est-il radicalement différent?

Premièrement, nous sommes dans l'expectative. La Grèce est dans une phase de consultation politique. Nous ne savons pas ce qui va sortir de cette consultation. Verra-t-on un changement radical dans l'orientation? Je l'ignore. La Grèce a entamé un effort de réforme très important qui mérite d'être salué. Nous ne sommes plus du tout dans la phase critique de la crise. Désormais, la dette est en grande partie dans des mains publiques et non plus dans des mains privées. La Grèce a encore des difficultés importantes mais d'autres pays européens ont considérablement redressé leur situation. Cela veut dire que, si un défaut devait se produire en Grèce, il n'aurait

“Des pays ont été confrontés aux conséquences sociales très rudes des politiques d'ajustement.”

pas les mêmes répercussions systémiques que celles qui auraient pu survenir quand d'autres pays avaient des difficultés similaires. Nous assistons à un changement des données. Tout dépendra de ce que fera le gouvernement grec. S'il se conduit d'une manière responsable, il rencontrera une compréhension du côté de ses partenaires européens.

Que pensez-vous de la politique monétaire menée par la BCE?

Je pense du bien du travail de la Banque centrale européenne dans des situations difficiles et avec la nécessité de concilier en permanence des visions parmi ses membres, qui ne sont pas identiques. Elle fait un très bon travail, avec ouverture d'esprit et en montrant sa disponibilité à faire tout ce qui sera nécessaire pour aider l'Union à sortir du marasme actuel. Mais cela passe aussi par des efforts au-delà de la sphère d'action de la Banque centrale européenne. La politique monétaire ne peut pas tout faire. Il faut aussi que les gouvernements prennent leur part du travail en matière budgétaire et structurelle.

Donner du sens aux actes. "Comme beaucoup d'autres, je fais de mon mieux pour rendre le monde meilleur autour de moi dans le quotidien de la vie, parfois dans des affaires importantes, le plus souvent par des gestes minuscules. Il y a mille façons de donner du sens à ses actions et d'abord en servant la vérité. Il n'y a pas de service plus important que le service de la vérité. Vérité, charité, amour avancent main dans la main. Cela peut se vivre dans tous les métiers, où

que l'on soit – même au FMI – ou en arrivant au bureau chaque matin; il faudra se mettre au travail en équipe face à une nouvelle crise ou pour trouver une solution à tel ou tel problème en mobilisant la communauté internationale pour y faire face. Bien sûr, on se trompe, on commet des erreurs tous les jours mais l'axe, le sens est là. Les dirigeants doivent veiller à ce que tout travail ait un sens, que tout travailleur puisse percevoir le sens de son travail

comme une participation à une œuvre collective de progrès humain. Au cours de la journée de dimanche dernier, nous avons vécu des rassemblements extraordinaires à Paris. Dans un pays si marqué par la défiance, nous avons vu après ces assassinats tout un pays se redresser, crier son attachement à ses valeurs et manifester que la fraternité n'y est pas un vain nom. En voyant cela, on retrouve confiance; une société meilleure peut émerger."

Les coulisses du Fonds monétaire international

Dans votre livre, vous retracez certains épisodes qui ont jalonné votre mission au FMI. Ce regard personnel sur les événements doit-il se concevoir comme un témoignage sur les coulisses du pouvoir?

J'ai voulu ce livre comme un témoignage. J'ai voulu rendre témoignage de la qualité du travail des équipes du Fonds monétaire international. Elles sont fréquemment décriées. Elles valent bien mieux que leur réputation. Elles font preuve en permanence d'un dévouement au bien public mondial que je ne voulais pas laisser sous silence. C'était mon devoir de le dire. Depuis longtemps, je pense aussi que ce qui crée des malentendus dans l'opinion publique, c'est le fait que les gouvernements travaillent trop souvent derrière les portes capitonnées de leurs bureaux officiels. On ne sait pas bien ce qui se passe lorsque des dirigeants se rencontrent. Comme j'ai vécu derrière ces portes capitonnées, dans des situations parfois d'extrême tension, il m'a paru important de faire comprendre ce qui

s'y passe vraiment et combien les dimensions humaines jouent un rôle essentiel dans ces circonstances. Beaucoup de dirigeants cherchent vraiment le bien commun. Après treize ans passés à faire ce métier, j'ai acquis quelques convictions fortes et il me semblait que l'heure était venue de les partager. Il faut revenir à une approche multilatérale audacieuse des problèmes de l'Europe et du monde. Je voulais aussi affirmer la nécessité d'asseoir les constructions politiques sur des valeurs comme la responsabilité, la citoyenneté, la solidarité et surtout la fraternité.

Qu'avez-vous retiré de ces événements au niveau personnel et sur votre perception de la nature humaine?

C'est une question fondamentale. Je suis chrétien et je

crois que nous sommes là pour travailler dans la cité à faire que nos sociétés s'améliorent et soient plus fraternelles. L'espérance et la fraternité sont sœurs jumelles. Chaque fois que l'on travaille pour un peu plus de fraternité et pour une meilleure organisation du monde, nous suscitons l'espérance. En France, il y a 12,7 millions de personnes qui sont engagées dans des ONG, des organisations caritatives diverses et qui consacrent un peu de leur temps ou de leur argent à la recherche d'une société meilleure.

Quand une telle proportion de la population cherche à rendre le monde un peu meilleur, ce monde-là ne peut pas échouer. On ne peut que vivre dans l'espérance de l'avènement d'un monde plus humain.

“Les gouvernements travaillent trop souvent derrière les portes capitonnées de leurs bureaux officiels.”